

## Bilan du groupe de travail sur la formation

Faut-il revoir sa feuille de route ou poursuivre patiemment le chemin tracé ?

*Je remercie Jeannick et Cédric de leur participation à la téléconférence.*

1. **Feuille de route d'octobre 2012** : offre de journées de formation décentralisées, les intervenants se déplaçant sur les lieux de la demande et réalisations de fascicules "L'essentiel sur ..."
2. **Bilan** : cette feuille de route n'a vraiment pas connu un début de mise en œuvre, ni à l'interne, au niveau de projet d'offres de formations et de fascicules, ni pour la demande qui ne s'est manifestée que par une dizaine de velléités sans suite, une seule réalisation et une demande d'un comité pour juin et octobre. Devant ce premier bilan, nous avons cru pouvoir saisir l'opportunité de la préparation du congrès pour enclencher une dynamique dans ce domaine en faisant l'offre d'aider à la réalisation d'espaces de réflexion et de débat. Force est de constater qu'il n'y a pas eu de demande non plus depuis janvier.
3. **Questions : pourquoi ?** Cette offre est-elle trop décalée par rapport à notre culture associative pour être entendue ? N'est-elle absolument pas adaptée aux besoins ressentis ? Aux possibilités pratiques d'organisation ? Et pourquoi le groupe de travail a-t-il cessé de fonctionner depuis que cette feuille de route a été adoptée ? Peu de participation aux téléconférences, pas de proposition d'actions de formation ni de fascicule (une proposition de fiche pédagogique pour l'éducation à la paix en collège), pas de retour sur les brouillons de projets de formations et de fascicules que j'ai adressés. Est-ce que je m'y suis mal pris ?
4. **Hypothèses :**
  - a) le terme "**formation**" est peut-être mal choisi ; le remplacer par : "développement de nos expertises citoyennes" ?
  - b) **pas de demande = pas de besoin ressenti ?** Cette hypothèse semble vraie pour des régions et départements qui ont des traditions bien établies et des **ressources propres** sans doute même supérieures à ce que notre groupe propose. Pour les autres, l'analyse est peut-être plus compliquée. Je n'écarte pas l'hypothèse des **difficultés pratiques** pour l'organisation locale d'une demi-journée de formation telle que proposée (comment regrouper au moins 15 participants de plusieurs comités, + ou - éloignés les uns des autres, se retrouvant sur une demande commune, le même jour, ... ?
  - c) Notre conviction que **c'est de projets d'action que naissent les besoins de formation** rencontre-t-elle un mode de fonctionnement de nos comités qui, peut-être, reproduit d'une année sur l'autre des **actes de présence publique fondée sur nos valeurs mais ne faisant pas appel une maîtrise des dossiers de nos campagnes** (commerce des armes, dépenses militaires, armes nucléaires, éducation à la paix, promotion d'une culture de paix, ...), donc ne créant pas un besoin d'approfondissement de leur expertise ?
  - d) **emprise d'animateurs** de nos comités, à leur corps défendant, auxquels nos adhérents délèguent cette capacité et cette responsabilité de maîtriser des dossiers et de porter notre discours dans le cadre des initiatives ?
  - e) **et du côté du fonctionnement de notre groupe de travail ?** Volonté de participer à la réflexion et aux prises de décision, mais **manque de disponibilité** pour leur mise en œuvre ? Je pense que notre mouvement a à ce niveau une grosse difficulté culturelle : **à vouloir embrasser trop de domaines, on les étreint d'une manière bien insuffisante. Ne faut-il pas se donner pour règle intangible d'aller jusqu'au bout de nos initiatives** et tant pis si cela nous conduit à ne pas couvrir tous les terrains.
5. **Réponses** : le congrès doit être pour nous **l'opportunité d'avancer** en resserrant nos campagnes, en donnant à nos comités le pouvoir et la responsabilité dans la prise de décision des campagnes que nous allons porter ensemble (avec quels objectifs ?) : alors il sera plus facile de tenir le langage suivant à nos comités : "**Participez ; si vous rencontrez des difficultés, faites appel à nous, nous nous déplacerons pour vous aider**".
6. **Infos** : demandes d'interventions de collectivités locales (Istres, La Courneuve) et du CCAS